

# JOURNAL OFFICIEL

**DE LA POLYNESIE FRANÇAISE****Philippe MACHENAUD-JACQUIER**  
Mail : philippe.machenaud@mail.pf

PARAISANT LES MARDI ET VENDREDI

Matahiti 165  
N° 73 - Numera Hau**TE VE'A A TE HAU NO POLYNESIA FARANI**Mahana 9  
no Tetepa 2016

IMPRIMERIE OFFICIELLE — 43, rue des Poilus-Tahitiens - BP 117 - 98713 PAPEETE — Tél. : 40 50 05 80 - Télécopieur (Fax) : 40 50 05 85

**NUMERO COMPLEMENTAIRE**  
*au JOPF n° 73 du 9 Septembre 2016*

## SOMMAIRE

### PARTIE OFFICIELLE

#### ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

##### ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

	Pages
Arrêté n° 1301 CM du 7 septembre 2016 portant organisation du concours "Création et développement économique des entreprises dans le secteur de l'agroalimentaire" pour l'année 2016 .....	10386
Arrêté n° 1302 CM du 7 septembre 2016 portant organisation du concours "Création et développement économique des entreprises dans le domaine de l'économie circulaire" pour l'année 2016 .....	10393
Arrêté n° 1303 CM du 7 septembre 2016 portant organisation du concours "Création et développement économique des entreprises dans le domaine du numérique" pour l'année 2016 .....	10400
Arrêté n° 1304 CM du 7 septembre 2016 mettant fin aux fonctions de Mme Mae Lhopital en qualité de directrice de la jeunesse et des sports .....	10408
Arrêté n° 1305 CM du 7 septembre 2016 portant nomination de M. Gérald Huioutu en qualité de directeur par intérim de la direction de la jeunesse et des sports .....	10408
Arrêté n° 1306 CM du 7 septembre 2016 portant application de la délibération n° 2016-70 APF du 22 juillet 2016 instaurant un dispositif d'aide pour la revitalisation des commerces de proximité et des restaurants .....	10408
Arrêté n° 1307 CM du 7 septembre 2016 portant application de la délibération n° 2016-69 APF du 22 juillet 2016 instaurant un dispositif d'aide à l'équipement des petites entreprises .....	10411

# PARTIE OFFICIELLE

## ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

### ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

**ARRETE n° 1301 CM du 7 septembre 2016 portant organisation du concours "Création et développement économique des entreprises dans le secteur de l'agroalimentaire" pour l'année 2016.**

*NOR : DAE1621287AC-1*

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 463 CM du 28 mars 2007 portant établissement de la liste des pièces justificatives des dépenses du pays et de ses établissements publics ;

Considérant que l'article 90-4 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée prévoit que le conseil des ministres fixe les règles applicables à la remise de prix à l'occasion de concours alloués sur les fonds du budget de la Polynésie française ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 7 septembre 2016,

Arrête :

Article 1er.— Les dispositions du présent arrêté sont applicables aux personnes physiques ou morales, participantes au concours "Création et développement économique des entreprises dans le secteur de l'agroalimentaire" et inscrites selon les termes du règlement susvisé et annexé au présent arrêté.

Les lauréats du concours se voient décerner une aide financière dans les conditions fixées par le présent arrêté.

Art. 2.— Peuvent concourir toute personne physique ou morale ayant pour projet la création ou le développement en Polynésie française d'une entreprise du secteur de l'agroalimentaire, avec pour objectif :

- d'accélérer la modernisation de ses procédés ou outils de production pour la fabrication de produits ;
- ou la création ou la mise en œuvre de nouveaux produits ou services.

Les candidats doivent remplir les conditions légales et réglementaires requises pour la création ou l'exploitation d'une entreprise.

Au sens du présent arrêté, l'agroalimentaire est défini comme l'ensemble des activités qui produisent et/ou transforment des produits issus de l'agriculture, de l'élevage, de l'aquaculture ou de la pêche et destinés notamment à la consommation humaine.

Art. 3.— Dans le cadre de la réalisation de l'opération concours "Création et développement économique des entreprises dans le secteur de l'agroalimentaire", les dossiers de candidature complets doivent être déposés ou adressés par courrier postal ou électronique à l'association Tahiti Fa'ahotu, prestataire d'accompagnement auprès du ministère en charge de la relance économique pour l'organisation de l'opération, avant la date de clôture du concours fixée à l'article 3.c du règlement du concours annexé au présent arrêté.

L'acceptation de la candidature est formalisée par l'envoi au candidat d'un accusé de réception déclarant le dossier complet.

Art. 4.— Les dossiers dont les candidatures sont acceptées font l'objet d'une première analyse par un comité d'expertise constitué par Tahiti Fa'ahotu sur la base des critères fixés à l'article 3.a du règlement du concours.

A l'issue de cette première analyse, les projets font l'objet d'une évaluation, présélection, et classement par le jury du concours.

Les porteurs des trois meilleurs projets présélectionnés sont auditionnés par le jury afin de réaliser le classement définitif du concours sur la base des critères fixés à l'article 3.a du règlement du concours.

Art. 5.— Le jury du concours est composé comme suit :

- le ministre en charge de la relance économique ou son représentant, *président du jury* ;
- le président de l'association Tahiti Fa'ahotu ou son représentant ;
- le directeur de la direction générale des affaires économiques ou son représentant ;
- le directeur de la CCISM ou son représentant ;
- le président de la CGPME ou son représentant ;
- le président du MEDEF ou son représentant ;
- le directeur de la SOFIDEP ou son représentant.

Art. 6.— Les membres du jury sont convoqués par leur président, par tout moyen et autant de fois que nécessaire afin de mener à bien la mission qui leur est dévolue.

Le quorum du jury pour l'expertise approfondie de chaque projet présélectionné est de quatre (4) membres.

Après délibération, le jury sélectionne les trois meilleurs projets et établit leur classement. La voix du président du jury compte double.

Art. 7.— Les lauréats du concours reçoivent les prix suivants :

- 1er prix : 5 000 000 F CFP ;
- 2e prix : 4 000 000 F CFP ;
- 3e prix : 3 000 000 F CFP ;
- les trois prix suivants : 500 000 F CFP chacun.

Art. 8.— La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française au sous-chapitre 96501, article 652, centre de travail 9031505-F.

Art. 9.— Les décisions des prix précités comprenant la nomination des lauréats indiquant le montant prévu à l'article 7 sont prises par arrêté du Président de la Polynésie française.

Art. 10.— Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 7 septembre 2016.

Pour le Président absent :

*Le vice-président,*  
Nuihau LAUREY.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de la relance économique,*  
*de l'économie bleue, de la politique numérique*  
*et de la promotion des investissements,*  
Teva ROHFRITSCH.

**ANNEXE**

Arrêté n° 1301 CM du 7 septembre 2016

portant organisation du concours « Création et Développement Economique des Entreprises dans le secteur de l'agroalimentaire » pour l'année 2016.

## **CONCOURS CREATION ET DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE DES ENTREPRISES Règlement « Thématique AGROALIMENTAIRE »**

### **0. Propos liminaires**

Le gouvernement de la Polynésie française, dans le cadre de ses actions en faveur de la relance économique, souhaite renforcer son soutien à la création et au développement d'entreprises dans des secteurs particulièrement favorables au développement économique.

La volonté publique est de définir un cadre permettant de stimuler le développement de projets s'inscrivant en soutien au développement durable du Pays.

Dans ce contexte, la Polynésie française a décidé de lancer en 2016 trois concours de Création et de Développement d'Entreprises dans les domaines de l'agroalimentaire, de l'économie circulaire et du numérique.

Par convention, le gouvernement de Polynésie française a confié au Pôle d'Innovation « Tahiti Fa'ahotu » (TFH) une prestation d'accompagnement pour l'organisation des trois concours visant à mobiliser de nouvelles initiatives de création et de développement d'activités de la part d'acteurs économiques dans les domaines susvisés.

Ainsi, le premier concours vise à stimuler la création, le développement et la mise sur le marché de projets économiques et/ou la réalisation d'investissements structurants dans le secteur agroalimentaire tout en soutenant une alimentation sûre, saine et durable avec pour objectif :

- d'accélérer la modernisation de ses procédés ou outils de production pour la fabrication de produits,
- ou la création ou la mise en œuvre de nouveaux produits ou services.

### **1. Contexte et objectifs du concours « Création et Développement Economique des Entreprises dans le secteur de l'agroalimentaire 2016 »**

La Polynésie française finance le présent concours par une dotation de 13 500 000 F CFP affectés sous forme de prix aux 6 premiers projets éligibles classés par le jury en charge de l'évaluation des dossiers.

Les projets candidats doivent viser des retombées économiques directes sous forme de produits, procédés, services et technologies, ainsi que des retombées indirectes en termes de structuration durable de filières et en particulier pour les petites et moyennes entreprises (PME).

L'instruction des dossiers est réalisée par TFH, sous le pilotage du Ministère en charge de la relance économique.

## **2. Nature des projets attendus**

### **a. Nature des projets**

Les projets attendus doivent être porteurs de perspectives d'activité et d'emploi et peuvent relever entre autres de :

- la création, le développement ou la transformation de produits ou services ;
- la modernisation de procédés ou de l'outil de production ;
- travaux visant à renforcer la compétitivité ;
- la mise en place d'outils collaboratifs favorisant le développement de la filière.

### **b. Nature des porteurs de projets**

La participation à ce concours est ouverte à toute personne physique ou morale ayant pour projet la création ou le développement en Polynésie française d'une entreprise du secteur concerné par le thème du concours, sous réserve qu'elle remplisse les conditions légales et réglementaires requises pour la création et l'exploitation d'une entreprise.

Pour les personnes physiques, si l'entreprise n'est ou n'a pas été créée par le porteur de projet, celui-ci doit à minima en être le dirigeant.

Ne peuvent concourir les membres du comité d'expertise et du jury sollicités dans le cadre du présent concours ainsi que leurs conjoints.

### **c. Conditions et nature des financements**

Le soutien apporté par la Polynésie française aux projets se fait sous forme de prix en numéraire attribués aux lauréats sélectionnés par le jury.

Le montant total des prix attribués est fixé à 13 500 000 F CFP réparti entre les 6 meilleurs projets sélectionnés par le jury sur la base des évaluations du comité d'expertise.

La répartition du montant des prix par projet lauréat est fixée comme suit :

- 1<sup>o</sup> lauréat : attribution de 5 millions de F CFP ;
- 2<sup>o</sup> lauréat : attribution de 4 millions de F CFP ;
- 3<sup>o</sup> lauréat : attribution de 3 millions de F CFP ;
- 3 lauréats suivants : attribution de 500 000 F CFP chacun.

## **3. Processus de sélection**

### **a. Critères d'éligibilité et de sélection des projets**

Pour être éligible, un projet doit :

1. être complet au sens administratif (cf. dossier de candidature) ;
2. avoir une thématique porteuse de perspectives d'activité et d'emploi dans le cadre du concours concerné ;
3. être porté par des entités (entreprises ou personnes physiques) présentant une solidité financière en cohérence avec l'importance des travaux qu'elles se proposent de mener dans le cadre du ou des projets présentés ;
4. en cas de mise en place d'une nouvelle structure, disposer d'un modèle d'affaires avec un plan de création de la structure.

Les projets éligibles sont instruits et présélectionnés notamment sur la base des critères suivants :

1. crédibilité et expertise du ou des candidat(s) ;
2. viabilité du modèle économique, du plan d'affaires et de financement présenté ;
3. pertinence des objectifs commerciaux (marchés ou segments de marchés visés, produits et services envisagés, parts de marchés et volumes espérés, etc.) ;
4. création ou développement de nouveaux produits ou services à forte valeur ajoutée ;
5. développement d'avantages concurrentiels dans les secteurs concernés ;
6. impact en termes d'activité économique et d'emploi dans un horizon de 3 ans ;
7. impacts écologiques et énergétiques le cas échéant ;
8. s'il y a lieu, qualité des partenaires industriels et académiques du projet.

Les projets auditionnés sont classés notamment sur la base des critères suivants :

1. la qualité de la présentation du dossier ;
2. la maîtrise des éléments économiques ;
3. l'évaluation du plan d'investissement et de réalisation du projet.

#### **b. Expertise et jury**

1. sous le pilotage du Ministère en charge de la relance économique, TFH constitue un comité d'expertise, qui réalise une première analyse des dossiers sur la base des critères présentés au paragraphe 3.a ;
2. le jury du concours est composé de 7 membres compétents dans les domaines de la création et du financement des entreprises, de la valorisation et du développement économique du secteur concerné ;
3. le jury examine les projets qui lui sont transmis par le comité d'expertise et présélectionne 6 projets classés de 1 à 6 ;
4. le jury auditionne les porteurs des 3 meilleurs projets présélectionnés afin de réaliser le classement définitif du concours ;
5. les 3 projets auditionnés classés sont désignés comme 1<sup>o</sup>, 2<sup>o</sup> et 3<sup>o</sup> lauréats du concours. Les 3 autres projets présélectionnés n'ayant pas fait l'objet d'une audition se voient attribuer les prix suivants.

Les membres du comité d'expertise et du jury devront respecter une charte de déontologie et de confidentialité.

#### **c. Processus et calendrier de sélection**

- le jeudi 8 septembre : ouverture du concours au Ministère en charge de la relance économique ;
- le mercredi 26 octobre 12 heures (midi) : clôture du dépôt des dossiers de candidature auprès de TFH ;
- du jeudi 27 octobre au jeudi 3 novembre : analyse des dossiers reçus par le comité d'expertise ;
- le vendredi 4 novembre : réunion du jury pour présélection et classement des 6 projets « nominés » ;
- le mardi 15 novembre : audition des 3 meilleurs porteurs de projets « nominés » et classement des lauréats par le jury ;
- le vendredi 18 novembre : annonce officielle des lauréats, remise des prix au Ministère en charge de la relance économique.

### **4. Mise en œuvre, engagement des candidats, allocation des prix et communication**

#### **a. Inscriptions et règlement**

Le présent règlement est disponible sur le site internet de TFH ([www.tahitifaahotu.pf](http://www.tahitifaahotu.pf)) et de la DGAE ([www.dgae.gov.pf](http://www.dgae.gov.pf)).

Les candidats doivent s'inscrire auprès de TFH (par email, [info@tahitifaahotu.pf](mailto:info@tahitifaahotu.pf) ou par courrier, BP 118 98713 PAPEETE) pendant la période d'ouverture des candidatures.

Les dossiers de candidature sont disponibles sur demande par mail à TFH: [info@tahitifaahotu.pf](mailto:info@tahitifaahotu.pf) ou sur le site de TFH ([www.tahitifaahotu.pf](http://www.tahitifaahotu.pf)) ou de la DGAE ([www.dgae.gov.pf](http://www.dgae.gov.pf)).

Toute autre forme de participation ne sera pas prise en compte. Un accusé de réception par mail est adressé aux candidats.

Les dossiers de candidature sont mis à disposition, aux fins du déroulement du concours et de ses suites, de TFH et du jury ce à quoi le candidat consent expressément.

TFH ne pourra être tenu pour responsable si, pour une quelconque raison qui ne leur soit pas imputable, les données relatives au dépôt de candidature d'un candidat ne leur parvenaient pas (notamment problème de connexion à internet chez l'utilisateur, défaillance momentanée des serveurs, etc.) ou leur arrivaient illisibles ou impossibles à traiter (notamment fichier dégradé, format inadéquat, etc.).

De même, TFH ne pourra être tenu pour responsable du fait de l'impossibilité géographique ou technique à se connecter sur internet.

Les données à caractère personnel recueillies dans le cadre de la candidature au concours sont obligatoires pour le traitement et la gestion des candidatures au dit concours et en particulier pour leur traitement informatique effectué sous la responsabilité de TFH.

Conformément aux dispositions de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 et des lois subséquentes relatives à l'informatique, aux fichiers et libertés, les personnes dont les données à caractère personnel sont collectées bénéficient d'un droit d'accès, de rectification, de suppression et d'opposition de ces données pour motifs légitimes. Elles peuvent également s'opposer, sans frais, à ce que les données les concernant soient utilisées à des fins de prospection, notamment commerciale.

Ces droits peuvent être exercés par l'envoi d'un courrier à :

TAHITI FA'AHOTU  
41 rue du Docteur Cassiau  
BP 118 98713 PAPEETE

#### **b. Engagement des candidats, suivi des projets**

Les candidats au concours s'engagent à répondre à toute demande d'informations de la part de TFH dans le cadre de l'instruction de leur dossier.

Les candidats garantissent que les projets soumis dans le cadre du concours ne sont pas grevés, à quelque titre que ce soit, partiellement ou totalement, directement ou indirectement, de droits de tiers.

Les candidats sont seuls et entièrement responsables du contenu de leurs projets.

Ils s'engagent à n'utiliser aucun élément de nature à porter atteinte aux droits de propriété d'un tiers et, le cas échéant, déclarent avoir obtenu au préalable toute autorisation nécessaire de tout tiers qui pourrait revendiquer un quelconque droit sur le projet ou la technologie mise en œuvre dans le cadre de celui-ci.

À ce titre, ils garantissent la Polynésie française et TFH contre tous recours ou actions qui pourraient leur être intentés à un titre quelconque, par toute personne susceptible de faire valoir un droit de quelque nature que ce soit relativement au projet.

Les lauréats du concours s'engagent en outre à :

- s'investir personnellement de façon active dans l'aboutissement de leur projet ;
- prendre les dispositions les plus appropriées en matière de protection de droits de propriété intellectuelle, entretenir les brevets pris à l'aide de financements publics et, en cas contraire, informer en temps utile de leurs intentions le Ministère en charge de la relance économique et TFH ;
- participer à des opérations de promotion à la demande du Ministère en charge de la relance économique et de TFH ;
- répondre, chaque année suivant l'année du concours, au questionnaire technique et financier de suivi des projets qui leur sera adressé à cet effet par TFH et ce, jusqu'à la troisième année suivant l'attribution de leur prix. Ces données ne pourront faire l'objet que d'un traitement statistique anonyme.

Toute violation des déclarations et engagements susvisés, toute déclaration frauduleuse, mensongère ou toute omission volontaire susceptible de compromettre la poursuite du projet, du concours ou la réputation de la Polynésie française et de TFH pourra entraîner l'exclusion du candidat et l'annulation de sa participation.

### **c. Allocation des prix**

Chaque lauréat, à l'annonce des résultats, bénéficie du prix qui lui a été attribué.

Dans le cas de projets collaboratifs, l'accord de consortium signé par l'ensemble des partenaires est également nécessaire à la validation de l'attribution des prix.

Les prix sont versés directement aux lauréats après notification de l'arrêté du Président de la Polynésie française.

### **d. Communication**

Une fois les projets sélectionnés, chaque lauréat est tenu de mentionner le soutien apporté par la Polynésie française dans ses actions de communication, ou la publication des résultats du projet, avec la mention unique : « *Ce projet a été soutenu par le Concours Création et Développement des Entreprises en Polynésie française 2016 dans le secteur de l'agroalimentaire* », accompagnée du logo de la Polynésie française.

La Polynésie française se réserve le droit de communiquer sur les objectifs généraux de l'action, ses enjeux et ses résultats, le cas échéant à base d'exemples anonymisés et dans le respect du secret des affaires.

Toute autre communication est soumise à l'accord préalable du bénéficiaire.

### **e. Transparence du processus de sélection**

Les projets lauréats de ce concours font l'objet d'une publication sur les sites internet de la Présidence de la Polynésie française ([www.presidente.pf](http://www.presidente.pf)), de la DGAE ([www.dgae.gov.pf](http://www.dgae.gov.pf)) et de TFH ([www.tahitifaahotu.pf](http://www.tahitifaahotu.pf)).

Une notification individuelle est également adressée aux porteurs de projets.

Les documents transmis dans le cadre de ce concours sont soumis à la plus stricte confidentialité et ne sont communiqués qu'au comité d'expertise et au jury.

L'ensemble des personnes ayant accès aux dossiers de candidatures est tenu à la plus stricte confidentialité.

## **5. Acceptation du règlement**

Tout candidat reconnaît avoir pris connaissance du présent règlement et en accepter les dispositions.

Il reconnaît également avoir pris connaissance et accepter les conditions d'utilisation du dossier de candidature.

La Polynésie française et TFH se réservent le droit de modifier par avenant le présent règlement en tant que de besoin, et à prendre toutes décisions qu'ils pourraient estimer utiles pour l'application et l'interprétation du règlement, sans que leur responsabilité ne puisse être engagée.



Toutes modifications au présent règlement pourront être apportées pendant le déroulement du concours. Elles seront portées à la connaissance des candidats, qui devront s'y soumettre, par voie de publication sur les sites internet de la DGAE ([www.dgae.gov.pf](http://www.dgae.gov.pf)) et de TFH ([www.tahitifaahotu.pf](http://www.tahitifaahotu.pf)).

Toute violation par les candidats des dispositions du présent règlement entraînera la nullité de leur participation au concours.

### Contacts et informations

En cas de difficultés ou de questions liées au dépôt des dossiers, les points de contact sont :

- Bernard Costa ([bcosta@tahitifaahotu.pf](mailto:bcosta@tahitifaahotu.pf)) Tél. : 87 74 02 58
- Lina Huan ([tahitifaahotu.innovation@gmail.com](mailto:tahitifaahotu.innovation@gmail.com)) Tél. : 87 79 33 27

### ARRETE n° 1302 CM du 7 septembre 2016 portant organisation du concours "Création et développement économique des entreprises dans le domaine de l'économie circulaire" pour l'année 2016.

NOR : DAE1621289AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 463 CM du 28 mars 2007 portant établissement de la liste des pièces justificatives des dépenses du pays et de ses établissements publics ;

Considérant que l'article 90-4 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée prévoit que le conseil des ministres fixe les règles applicables à la remise de prix à l'occasion de concours alloués sur les fonds du budget de la Polynésie française ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 7 septembre 2016,

Arrête :

Article 1er.— Les dispositions du présent arrêté sont applicables aux personnes physiques ou morales, participantes au concours "Création et développement économique des entreprises dans le domaine de l'économie circulaire" et inscrites selon les termes du règlement susvisé et annexé au présent arrêté.

Les lauréats du concours se voient décerner une aide financière dans les conditions fixées par le présent arrêté.

Art. 2.— Les candidats doivent remplir les conditions légales et réglementaires requises pour la création ou l'exploitation d'une entreprise.

Au sens du présent arrêté, l'économie circulaire est définie comme un système économique d'échange et de production qui, à tous les stades du cycle de vie des produits (biens et services), vise à augmenter l'efficacité de l'utilisation des ressources et à diminuer l'impact sur l'environnement.

Art. 3.— Dans le cadre de la réalisation de l'opération concours "Création et développement économique des entreprises dans le domaine de l'économie circulaire", les dossiers de candidature complets doivent être déposés ou adressés par courrier postal ou électronique à l'association Tahiti Fa'ahotu, prestataire d'accompagnement auprès du ministère en charge de la relance économique pour l'organisation de l'opération, avant la date de clôture du concours fixée à l'article 3.c du règlement du concours annexé au présent arrêté.

L'acceptation de la candidature est formalisée par l'envoi au candidat d'un accusé de réception déclarant le dossier complet.

Art. 4.— Les dossiers dont les candidatures sont acceptées font l'objet d'une première analyse par un comité d'expertise constitué par Tahiti Fa'ahotu sur la base des critères fixés à l'article 3.a du règlement du concours.

A l'issue de cette première analyse, les projets font l'objet d'une évaluation, présélection, et classement par le jury du concours.

Les porteurs des trois meilleurs projets présélectionnés sont auditionnés par le jury afin de réaliser le classement définitif du concours sur la base des critères fixés à l'article 3.a du règlement du concours.

Art. 5.— Le jury du concours est composé comme suit :

- le ministre en charge de la relance économique ou son représentant, président du jury ;
- le président de l'association Tahiti Fa'ahotu ou son représentant ;

- le directeur de la direction générale des affaires économiques ou son représentant ;
- le directeur de la CCISM ou son représentant ;
- le président de la CGPME ou son représentant ;
- le président du MEDEF ou son représentant ;
- le directeur de la SOFIDEP ou son représentant.

Art. 6.— Les membres du jury sont convoqués par leur Président, par tout moyen et autant de fois que nécessaire afin de mener à bien la mission qui leur est dévolue.

Le quorum du jury pour l'expertise approfondie de chaque projet présélectionné est de quatre (4) membres.

Après délibération, le jury sélectionne les trois meilleurs projets et établit leur classement. La voix du président du jury compte double.

Art. 7.— Les lauréats du concours reçoivent les prix suivants :

- 1er prix : 5 000 000 F CFP ;
- 2e prix : 4 000 000 F CFP ;
- 3e prix : 3 000 000 F CFP ;
- les trois prix suivants : 500 000 F CFP chacun.

Art. 8.— La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française au sous-chapitre 96603, article 652, centre de travail 9031505-F.

Art. 9.— Les décisions des prix précités comprenant la nomination des lauréats, indiquant le montant prévu à l'article 7, sont prises par arrêté du Président de la Polynésie française.

Art. 10.— Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 7 septembre 2016.

Pour le Président absent :

*Le vice-président,*  
Nuihau LAUREY.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de la relance économique,*  
*de l'économie bleue, de la politique numérique*  
*et de la promotion des investissements,*  
Teva ROHFRITSCH.

**ANNEXE**

Arrêté n° 1302 CM du 7 septembre 2016

portant organisation du concours « Création et Développement Economique des Entreprises dans le domaine de l'économie circulaire » pour l'année 2016.

## **CONCOURS CREATION ET DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE DES ENTREPRISES Règlement « Thématique ECONOMIE CIRCULAIRE »**

### **0. Propos liminaires**

Le gouvernement de la Polynésie française, dans le cadre de ses actions en faveur de la relance économique, souhaite renforcer son soutien à la création et au développement d'entreprises dans des secteurs particulièrement favorables au développement économique.

La volonté publique est de définir un cadre permettant de stimuler le développement de projets s'inscrivant en soutien au développement durable du Pays.

Dans ce contexte, la Polynésie française a décidé de lancer en 2016 trois concours de Création et de Développement d'Entreprises dans les domaines de l'agroalimentaire, de l'économie circulaire et du numérique.

Par convention, le gouvernement de Polynésie française a confié au Pôle d'Innovation « Tahiti Fa'ahotu » (TFH) une prestation d'accompagnement pour l'organisation des trois concours visant à mobiliser de nouvelles initiatives de création et de développement d'activités de la part d'acteurs économiques dans les domaines susvisés.

Ainsi, le second concours vise à stimuler les méthodes de réduction de la consommation de matières premières et d'énergies en améliorant leur utilisation et en promouvant une consommation responsable. Ce concours vise à augmenter l'efficacité de l'utilisation des ressources et à diminuer l'impact sur l'environnement. Sans être restrictives, les thématiques suivantes pourront par exemple être abordées :

- Energie (production et/ou économie) - ex. : méthanisation pour le traitement des rejets organiques et la production d'énergie renouvelable sous forme de biogaz ;
- Agroalimentaire - ex. : recyclage des déchets organiques pour l'alimentation animale et ou engrais ;
- Emballages : activité de proximité où la ressource matière est essentiellement réutilisée à un niveau local éventuellement.

### **1. Contexte et objectifs du concours « Création et Développement Economique des Entreprises dans le domaine de l'économie circulaire 2016 »**

La Polynésie française finance le présent concours par une dotation de 13 500 000 F CFP affectés sous forme de prix aux 6 premiers projets éligibles classés par le jury en charge de l'évaluation des dossiers.

Les projets candidats doivent viser des retombées économiques directes sous forme de produits, procédés, services et technologies, ainsi que des retombées indirectes en termes de structuration durable de filières et en particulier pour les petites et moyennes entreprises (PME).

L'instruction des dossiers est réalisée par TFH, sous le pilotage du Ministère en charge de la relance économique.

## **2. Nature des projets attendus**

### **a. Nature des projets**

Les projets attendus doivent être porteurs de perspectives d'activité et d'emploi et peuvent relever entre autres de :

- la création, le développement ou la transformation de produits ou services ;
- la modernisation de procédés ou de l'outil de production ;
- travaux visant à renforcer la compétitivité ;
- la mise en place d'outils collaboratifs favorisant le développement de la filière.

### **b. Nature des porteurs de projets**

La participation à ce concours est ouverte à toute personne physique ou morale ayant pour projet la création ou le développement en Polynésie française d'une entreprise du secteur concerné par le thème du concours, sous réserve qu'elle remplisse les conditions légales et réglementaires requises pour la création et l'exploitation d'une entreprise.

Pour les personnes physiques, si l'entreprise n'est ou n'a pas été créée par le porteur de projet, celui-ci doit à minima en être le dirigeant.

Ne peuvent concourir les membres du comité d'expertise et du jury sollicités dans le cadre du présent concours ainsi que leurs conjoints.

### **c. Conditions et nature des financements**

Le soutien apporté par la Polynésie française aux projets se fait sous forme de prix en numéraire attribués aux lauréats sélectionnés par le jury.

Le montant total des prix attribués est fixé à 13 500 000 F CFP réparti entre les 6 meilleurs projets sélectionnés par le jury sur la base des évaluations du comité d'expertise.

La répartition du montant des prix par projet lauréat est fixée comme suit :

- 1<sup>o</sup> lauréat : attribution de 5 millions de F CFP ;
- 2<sup>o</sup> lauréat : attribution de 4 millions de F CFP ;
- 3<sup>o</sup> lauréat : attribution de 3 millions de F CFP ;
- 3 lauréats suivants : attribution de 500 000 F CFP chacun.

## **3. Processus de sélection**

### **a. Critères d'éligibilité et de sélection des projets**

Pour être éligible, un projet doit :

1. être complet au sens administratif (cf. dossier de candidature) ;
2. avoir une thématique porteuse de perspectives d'activité et d'emploi dans le cadre du concours concerné ;
3. être porté par des entités (entreprises ou personnes physiques) présentant une solidité financière en cohérence avec l'importance des travaux qu'elles se proposent de mener dans le cadre du ou des projets présentés ;
4. en cas de mise en place d'une nouvelle structure, disposer d'un modèle d'affaires avec un plan de création de la structure.

Les projets éligibles sont instruits et présélectionnés notamment sur la base des critères suivants :

1. crédibilité et expertise du ou des candidat(s) ;
2. viabilité du modèle économique, du plan d'affaires et de financement présenté ;
3. pertinence des objectifs commerciaux (marchés ou segments de marchés visés, produits et services envisagés, parts de marchés et volumes espérés, etc.) ;
4. création ou développement de nouveaux produits ou services à forte valeur ajoutée ;
5. développement d'avantages concurrentiels dans les secteurs concernés ;
6. impact en termes d'activité économique et d'emploi dans un horizon de 3 ans ;
7. impacts écologiques et énergétiques le cas échéant ;
8. s'il y a lieu, qualité des partenaires industriels et académiques du projet.

Les projets auditionnés sont classés notamment sur la base des critères suivants :

1. la qualité de la présentation du dossier ;
2. la maîtrise des éléments économiques ;
3. l'évaluation du plan d'investissement et de réalisation du projet.

#### **b. Expertise et jury**

1. sous le pilotage du Ministère en charge de la relance économique, TFH constitue un comité d'expertise, qui réalise une première analyse des dossiers sur la base des critères présentés au paragraphe 3.a ;
2. le jury du concours est composé de 7 membres compétents dans les domaines de la création et du financement des entreprises, de la valorisation et du développement économique du secteur concerné ;
3. le jury examine les projets qui lui sont transmis par le comité d'expertise et présélectionne 6 projets classés de 1 à 6 ;
4. le jury auditionne les porteurs des 3 meilleurs projets présélectionnés afin de réaliser le classement définitif du concours ;
5. les 3 projets auditionnés classés sont désignés comme 1<sup>o</sup>, 2<sup>o</sup> et 3<sup>o</sup> lauréats du concours. Les 3 autres projets présélectionnés n'ayant pas fait l'objet d'une audition se voient attribuer les prix suivants.

Les membres du comité d'expertise et du jury devront respecter une charte de déontologie et de confidentialité.

#### **c. Processus et calendrier de sélection**

- le jeudi 8 septembre : ouverture du concours au Ministère en charge de la relance économique ;
- le mercredi 26 octobre 12 heures (midi) : clôture du dépôt des dossiers de candidature auprès de TFH ;
- du jeudi 27 octobre au jeudi 3 novembre : analyse des dossiers reçus par le comité d'expertise ;
- le vendredi 4 novembre : réunion du jury pour présélection et classement des 6 projets « nominés » ;
- le mardi 15 novembre : audition des 3 meilleurs porteurs de projets « nominés » et classement des lauréats par le jury ;
- le vendredi 18 novembre : annonce officielle des lauréats, remise des prix au Ministère en charge de la relance économique.

#### **4. Mise en œuvre, engagement des candidats, allocation des prix et communication**

##### **a. Inscriptions et règlement**

Le présent règlement est disponible sur le site internet de TFH ([www.tahitifaahotu.pf](http://www.tahitifaahotu.pf)) et de la DGAE ([www.dgae.gov.pf](http://www.dgae.gov.pf)).

Les candidats doivent s'inscrire auprès de TFH (par email, [info@tahitifaahotu.pf](mailto:info@tahitifaahotu.pf) ou par courrier, BP 118 98713 PAPEETE) pendant la période d'ouverture des candidatures.

Les dossiers de candidature sont disponibles sur demande par mail à TFH: [info@tahitifaahotu.pf](mailto:info@tahitifaahotu.pf) ou sur le site de TFH ([www.tahitifaahotu.pf](http://www.tahitifaahotu.pf)) ou de la DGAE ([www.dgae.gov.pf](http://www.dgae.gov.pf)).

Toute autre forme de participation ne sera pas prise en compte. Un accusé de réception par mail est adressé aux candidats.

Les dossiers de candidature sont mis à disposition, aux fins du déroulement du concours et de ses suites, de TFH et du jury ce à quoi le candidat consent expressément.

TFH ne pourra être tenu pour responsable si, pour une quelconque raison qui ne leur soit pas imputable, les données relatives au dépôt de candidature d'un candidat ne leur parvenaient pas (notamment problème de connexion à internet chez l'utilisateur, défaillance momentanée des serveurs, etc.) ou leur arrivaient illisibles ou impossibles à traiter (notamment fichier dégradé, format inadéquat, etc.).

De même, TFH ne pourra être tenu pour responsable du fait de l'impossibilité géographique ou technique à se connecter sur internet.

Les données à caractère personnel recueillies dans le cadre de la candidature au concours sont obligatoires pour le traitement et la gestion des candidatures au dit concours et en particulier pour leur traitement informatique effectué sous la responsabilité de TFH.

Conformément aux dispositions de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 et des lois subséquentes relatives à l'informatique, aux fichiers et libertés, les personnes dont les données à caractère personnel sont collectées bénéficient d'un droit d'accès, de rectification, de suppression et d'opposition de ces données pour motifs légitimes. Elles peuvent également s'opposer, sans frais, à ce que les données les concernant soient utilisées à des fins de prospection, notamment commerciale.

Ces droits peuvent être exercés par l'envoi d'un courrier à :

TAHITI FA'AHOTU  
41 rue du Docteur Cassiau  
BP 118 98713 PAPEETE

##### **b. Engagement des candidats, suivi des projets**

Les candidats au concours s'engagent à répondre à toute demande d'informations de la part de TFH dans le cadre de l'instruction de leur dossier.

Les candidats garantissent que les projets soumis dans le cadre du concours ne sont pas grevés, à quelque titre que ce soit, partiellement ou totalement, directement ou indirectement, de droits de tiers.

Les candidats sont seuls et entièrement responsables du contenu de leurs projets.

Ils s'engagent à n'utiliser aucun élément de nature à porter atteinte aux droits de propriété d'un tiers et, le cas échéant, déclarent avoir obtenu au préalable toute autorisation nécessaire de tout tiers qui pourrait revendiquer un quelconque droit sur le projet ou la technologie mise en œuvre dans le cadre de celui-ci.

À ce titre, ils garantissent la Polynésie française et TFH contre tous recours ou actions qui pourraient leur être intentés à un titre quelconque, par toute personne susceptible de faire valoir un droit de quelque nature que ce soit relativement au projet.

Les lauréats du concours s'engagent en outre à :

- s'investir personnellement de façon active dans l'aboutissement de leur projet ;
- prendre les dispositions les plus appropriées en matière de protection de droits de propriété intellectuelle, entretenir les brevets pris à l'aide de financements publics et, en cas contraire, informer en temps utile de leurs intentions le Ministère en charge de la relance économique et TFH ;
- participer à des opérations de promotion à la demande du Ministère en charge de la relance économique et de TFH ;
- répondre, chaque année suivant l'année du concours, au questionnaire technique et financier de suivi des projets qui leur sera adressé à cet effet par TFH et ce, jusqu'à la troisième année suivant l'attribution de leur prix. Ces données ne pourront faire l'objet que d'un traitement statistique anonyme.

Toute violation des déclarations et engagements susvisés, toute déclaration frauduleuse, mensongère ou toute omission volontaire susceptible de compromettre la poursuite du projet, du concours ou la réputation de la Polynésie française et de TFH pourra entraîner l'exclusion du candidat et l'annulation de sa participation.

### **c. Allocation des prix**

Chaque lauréat, à l'annonce des résultats, bénéficie du prix qui lui a été attribué.

Dans le cas de projets collaboratifs, l'accord de consortium signé par l'ensemble des partenaires est également nécessaire à la validation de l'attribution des prix.

Les prix sont versés directement aux lauréats après notification de l'arrêté du Président de la Polynésie française.

### **d. Communication**

Une fois les projets sélectionnés, chaque lauréat est tenu de mentionner le soutien apporté par la Polynésie française dans ses actions de communication, ou la publication des résultats du projet, avec la mention unique : « *Ce projet a été soutenu par le Concours Création et Développement des Entreprises en Polynésie française 2016 dans le domaine de l'économie circulaire* », accompagnée du logo de la Polynésie française.

La Polynésie française se réserve le droit de communiquer sur les objectifs généraux de l'action, ses enjeux et ses résultats, le cas échéant à base d'exemples anonymisés et dans le respect du secret des affaires.

Toute autre communication est soumise à l'accord préalable du bénéficiaire.

### **e. Transparence du processus de sélection**

Les projets lauréats de ce concours font l'objet d'une publication sur les sites internet de la Présidence de la Polynésie française ([www.presidence.pf](http://www.presidence.pf)), de la DGAE ([www.dgae.gov.pf](http://www.dgae.gov.pf)) et de TFH ([www.tahitifaahotu.pf](http://www.tahitifaahotu.pf)).

Une notification individuelle est également adressée aux porteurs de projets.

Les documents transmis dans le cadre de ce concours sont soumis à la plus stricte confidentialité et ne sont communiqués qu'au comité d'expertise et au jury.

L'ensemble des personnes ayant accès aux dossiers de candidatures est tenu à la plus stricte confidentialité.

## **5. Acceptation du règlement**

Tout candidat reconnaît avoir pris connaissance du présent règlement et en accepter les dispositions.

Il reconnaît également avoir pris connaissance et accepter les conditions d'utilisation du dossier de candidature.

La Polynésie française et TFH se réservent le droit de modifier par avenant le présent règlement en tant que de besoin, et à prendre toutes décisions qu'ils pourraient estimer utiles pour l'application et l'interprétation du règlement, sans que leur responsabilité ne puisse être engagée.

Toutes modifications au présent règlement pourront être apportées pendant le déroulement du concours. Elles seront portées à la connaissance des candidats, qui devront s'y soumettre, par voie de publication sur les sites internet de la DGAE ([www.dgae.gov.pf](http://www.dgae.gov.pf)) et de TFH ([www.tahitifaahotu.pf](http://www.tahitifaahotu.pf)).

Toute violation par les candidats des dispositions du présent règlement entraînera la nullité de leur participation au concours.

## Contacts et informations

En cas de difficultés ou de questions liées au dépôt des dossiers, les points de contact sont :

- Bernard Costa ([bcosta@tahitifaahotu.pf](mailto:bcosta@tahitifaahotu.pf)) Tél. : 87 74 02 58
- Lina Huan ([tahitifaahotu.innovation@gmail.com](mailto:tahitifaahotu.innovation@gmail.com)) Tél. : 87 79 33 27

**ARRETE n° 1303 CM du 7 septembre 2016 portant organisation du concours "Création et développement économique des entreprises dans le domaine du numérique" pour l'année 2016.**

NOR : ADN1621278AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 463 CM du 28 mars 2007 portant établissement de la liste des pièces justificatives des dépenses du pays et de ses établissements publics ;

Considérant que l'article 90-4 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée prévoit que le conseil des ministres fixe les règles applicables à la remise de prix à l'occasion de concours alloués sur les fonds du budget de la Polynésie française ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 7 septembre 2016,

Arrête :

Article 1er.— Les dispositions du présent arrêté sont applicables aux personnes physiques ou morales, participantes au concours "Création et développement

économique des entreprises dans le domaine du numérique" et inscrites selon les termes du règlement susvisé et annexé au présent arrêté.

Les lauréats du concours se voient décerner une aide financière dans les conditions fixées par le présent arrêté.

Art. 2.— Les candidats doivent remplir les conditions légales et réglementaires requises pour la création ou l'exploitation d'une entreprise.

Au sens du présent arrêté, le secteur numérique est défini comme toute activité de création, de gestion et de développement de service et contenu numérique innovant ou créateur d'emplois.

Art. 3.— Dans le cadre de la réalisation de l'opération concours "Création et développement économique des entreprises dans le domaine du numérique", les dossiers de candidature complets doivent être déposés ou adressés par courrier postal ou électronique à l'association Tahiti Fa'ahotu, prestataire d'accompagnement auprès du ministère en charge de l'économie numérique pour l'organisation de l'opération, avant la date de clôture du concours fixée à l'article 3.c du règlement du concours annexé au présent arrêté.

L'acceptation de la candidature est formalisée par l'envoi au candidat d'un accusé de réception déclarant le dossier complet.

Art. 4.— Les dossiers dont les candidatures sont acceptées font l'objet d'une première analyse par un comité d'expertise constitué par Tahiti Fa'ahotu sur la base des critères fixés à l'article 3.a du règlement du concours.

A l'issue de cette première analyse, les projets font l'objet d'une évaluation, présélection, et classement par le jury du concours.



Les porteurs des trois meilleurs projets présélectionnés sont auditionnés par le jury afin de réaliser le classement définitif du concours sur la base des critères fixés à l'article 3.a du règlement du concours.

Art. 5.— Le jury du concours est composé comme suit :

- le ministre en charge de l'économie numérique ou son représentant, président du jury ;
- le président de l'association Tahiti Fa'ahotu ou son représentant ;
- le directeur de la direction générale de l'économie numérique (DGEN) ou son représentant ;
- le directeur de la CCISM ou son représentant ;
- le président de la CGPME ou son représentant ;
- le président du MEDEF ou son représentant ;
- le directeur de la SOFIDEP ou son représentant.

Art. 6.— Les membres du jury sont convoqués par leur président par tout moyen et autant de fois que nécessaire afin de mener à bien la mission qui leur est dévolue.

Le quorum du jury pour l'expertise approfondie de chaque projet présélectionné est de quatre (4) membres.

Après délibération, le jury sélectionne les trois meilleurs projets et établit leur classement. La voix du président du jury compte double.

Art. 7.— Les lauréats du concours reçoivent les prix suivants :

- 1er prix : 5 000 000 F CFP ;
- 2e prix : 4 000 000 F CFP ;
- 3e prix : 3 000 000 F CFP ;
- les trois prix suivants : 500 000 F CFP chacun.

Art. 8.— La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française au sous-chapitre 97405, article 652, centre de travail 9031505-F.

Art. 9.— Les décisions des prix précités comprenant la nomination des lauréats indiquant le montant prévu à l'article 7 sont prises par arrêté du Président de la Polynésie française.

Art. 10.— Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 7 septembre 2016.

Pour le Président absent :

*Le vice-président,*  
Nuihau LAUREY.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de la relance économique,  
de l'économie bleue, de la politique numérique  
et de la promotion des investissements,*  
Teva ROHFRITSCH.

## ANNEXE

Arrêté n° 1303 CM du 7 septembre 2016

portant organisation du concours « Création et Développement Economique des Entreprises dans le domaine du numérique » pour l'année 2016.

# CONCOURS CREATION ET DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE DES ENTREPRISES Règlement « Thématique NUMERIQUE »

## 0. Propos liminaires

Le gouvernement de la Polynésie française, dans le cadre de ses actions en faveur de la relance économique, souhaite renforcer son soutien à la création et au développement d'entreprises dans des secteurs particulièrement favorables au développement économique.

La volonté publique est de définir un cadre permettant de stimuler le développement de projets s'inscrivant en soutien au développement durable du Pays.

Dans ce contexte, la Polynésie française a décidé de lancer en 2016 trois concours de Création et de Développement d'Entreprises dans les domaines de l'agroalimentaire, de l'économie circulaire et du numérique.

Par convention, le gouvernement de Polynésie française a confié au Pôle d'Innovation « Tahiti Fa'ahotu » (TFH) une prestation d'accompagnement pour l'organisation des trois concours visant à mobiliser de nouvelles initiatives de création et de développement d'activités de la part d'acteurs économiques dans les domaines susvisés.

Ainsi, le troisième concours vise à stimuler la création, le développement et la mise sur le marché de projets numériques innovants ou d'intégration originale au contexte de la Polynésie française, pour développer de nouveaux produits ou services disruptifs par leur contenu, leur procédé de réalisation, leur modèle économique ou leur expérience proposée.

## 1. Contexte et objectifs du concours « Création et Développement Economique des Entreprises dans le domaine du numérique 2016 »

La Polynésie française finance le présent concours par une dotation de 13 500 000 F CFP affectés sous forme de prix aux 6 premiers projets éligibles classés par le jury en charge de l'évaluation des dossiers.

Les projets candidats doivent viser des retombées économiques directes sous forme de produits, procédés, services et technologies, ainsi que des retombées indirectes en termes de structuration durable de filières et en particulier pour les petites et moyennes entreprises (PME).

L'instruction des dossiers est réalisée par TFH, sous le pilotage du Ministère en charge de l'économie numérique.

## **2. Nature des projets attendus**

### **a. Nature des projets**

Les projets attendus doivent être porteurs de perspectives d'activité et d'emploi et peuvent relever entre autres de :

- la création et le développement de produits ou services (prévention, formation, information) ;
- solutions visant à renforcer la compétitivité ;
- la mise en place d'outils collaboratifs favorisant le développement de la filière.

Sans que la liste ci-dessous soit exhaustive, les projets peuvent notamment relever des thématiques suivantes :

- mieux vivre : santé, sport, bien-être ;
- partager : biens communs, consommation collaborative ;
- mieux apprendre et se cultiver : culture, média, loisirs, éducation ;
- s'entraider : services à la personne, bien social ;
- mieux se déplacer : ville, tourisme et mobilité ;
- mieux consommer : paiement, finance, commerce ;
- mieux produire : biens de consommation, usine de futur, bâtiment et infrastructures ;
- construire une croissance verte : environnement, économie d'énergie.

### **b. Nature des porteurs de projets**

La participation à ce concours est ouverte à toute personne physique ou morale ayant pour projet la création ou le développement en Polynésie française d'une entreprise du secteur concerné par le thème du concours, sous réserve qu'elle remplisse les conditions légales et réglementaires requises pour la création et l'exploitation d'une entreprise.

Pour les personnes physiques, si l'entreprise n'est ou n'a pas été créée par le porteur de projet, celui-ci doit à minima en être le dirigeant.

Ne peuvent concourir les membres du comité d'expertise et du jury sollicités dans le cadre du présent concours ainsi que leurs conjoints.

### **c. Conditions et nature des financements**

Le soutien apporté par la Polynésie française aux projets se fait sous forme de prix en numéraire attribués aux lauréats sélectionnés par le jury.

Le montant total des prix attribués est fixé à 13 500 000 F CFP réparti entre les 6 meilleurs projets sélectionnés par le jury sur la base des évaluations du comité d'expertise.

La répartition du montant des prix par projet lauréat est fixée comme suit :

- 1<sup>o</sup> lauréat : attribution de 5 millions de F CFP ;
- 2<sup>o</sup> lauréat : attribution de 4 millions de F CFP ;
- 3<sup>o</sup> lauréat : attribution de 3 millions de F CFP ;
- 3 lauréats suivants : attribution de 500 000 F CFP chacun.

### 3. Processus de sélection

#### a. Critères d'éligibilité et de sélection des projets

Pour être éligible, un projet doit :

1. être complet au sens administratif (cf. dossier de candidature) ;
2. avoir une thématique porteuse de perspectives d'activité et d'emploi dans le cadre du concours concerné ;
3. être porté par des entités (entreprises ou personnes physiques) présentant une solidité financière en cohérence avec l'importance des travaux qu'elles se proposent de mener dans le cadre du ou des projets présentés ;
4. en cas de mise en place d'une nouvelle structure, disposer d'un modèle d'affaires avec un plan de création de la structure.

Les projets éligibles sont instruits et présélectionnés notamment sur la base des critères suivants :

1. crédibilité et expertise du ou des candidat(s) ;
2. viabilité du modèle économique, du plan d'affaires et de financement présenté ;
3. pertinence des objectifs commerciaux (marchés ou segments de marchés visés, produits et services envisagés, parts de marchés et volumes espérés, etc.) ;
4. création ou développement de nouveaux produits ou services à forte valeur ajoutée ;
5. développement d'avantages concurrentiels dans les secteurs concernés ;
6. impact en termes d'activité économique et d'emploi dans un horizon de 3 ans ;
7. impacts écologiques et énergétiques le cas échéant ;
8. s'il y a lieu, qualité des partenaires industriels et académiques du projet.

Les projets auditionnés sont classés notamment sur la base des critères suivants :

1. la qualité de la présentation du dossier ;
2. la maîtrise des éléments économiques ;
3. l'évaluation du plan d'investissement et de réalisation du projet.

#### b. Expertise et jury

1. sous le pilotage du Ministère en charge de l'économie numérique, TFH constitue un comité d'expertise, qui réalise une première analyse des dossiers sur la base des critères présentés au paragraphe 3.a ;
2. le jury du concours est composé de 7 membres compétents dans les domaines de la création et du financement des entreprises, de la valorisation et du développement économique du secteur concerné ;
3. le jury examine les projets qui lui sont transmis par le comité d'expertise et présélectionne 6 projets classés de 1 à 6 ;
4. le jury auditionne les porteurs des 3 meilleurs projets présélectionnés afin de réaliser le classement définitif du concours ;
5. les 3 projets auditionnés classés sont désignés comme 1<sup>o</sup>, 2<sup>o</sup> et 3<sup>o</sup> lauréats du concours. Les 3 autres projets présélectionnés n'ayant pas fait l'objet d'une audition se voient attribuer les prix suivants.

Les membres du comité d'expertise et du jury devront respecter une charte de déontologie et de confidentialité.

### c. Processus et calendrier de sélection

- le jeudi 8 septembre : ouverture du concours au Ministère en charge de l'économie numérique ;
- le mercredi 26 octobre 12 heures (midi) : clôture du dépôt des dossiers de candidature auprès de TFH ;
- du jeudi 27 octobre au jeudi 3 novembre : analyse des dossiers reçus par le comité d'expertise ;
- le vendredi 4 novembre : réunion du jury pour présélection et classement des 6 projets « nominés » ;
- le mardi 15 novembre : audition des 3 meilleurs porteurs de projets « nominés » et classement des lauréats par le jury ;
- le vendredi 18 novembre : annonce officielle des lauréats, remise des prix au Ministère en charge de l'économie numérique.

## 4. Mise en œuvre, engagement des candidats, allocation des prix et communication

### a. Inscriptions et règlement

Le présent règlement est disponible sur le site internet de TFH ([www.tahitifaahotu.pf](http://www.tahitifaahotu.pf)) et de la DGEN ([www.dgen.pf](http://www.dgen.pf)).

Les candidats doivent s'inscrire auprès de TFH (par email, [info@tahitifaahotu.pf](mailto:info@tahitifaahotu.pf) ou par courrier, BP 118 98713 PAPEETE) pendant la période d'ouverture des candidatures.

Les dossiers de candidature sont disponibles sur demande par mail à TFH: [info@tahitifaahotu.pf](mailto:info@tahitifaahotu.pf) ou sur le site de TFH ([www.tahitifaahotu.pf](http://www.tahitifaahotu.pf)) ou de la DGEN ([www.dgen.pf](http://www.dgen.pf)).

Toute autre forme de participation ne sera pas prise en compte. Un accusé de réception par mail est adressé aux candidats.

Les dossiers de candidature sont mis à disposition, aux fins du déroulement du concours et de ses suites, de TFH et du jury ce à quoi le candidat consent expressément.

TFH ne pourra être tenu pour responsable si, pour une quelconque raison qui ne leur soit pas imputable, les données relatives au dépôt de candidature d'un candidat ne leur parvenaient pas (notamment problème de connexion à internet chez l'utilisateur, défaillance momentanée des serveurs, etc.) ou leur arrivaient illisibles ou impossibles à traiter (notamment fichier dégradé, format inadéquat, etc.).

De même, TFH ne pourra être tenu pour responsable du fait de l'impossibilité géographique ou technique à se connecter sur internet.

Les données à caractère personnel recueillies dans le cadre de la candidature au concours sont obligatoires pour le traitement et la gestion des candidatures au dit concours et en particulier pour leur traitement informatique effectué sous la responsabilité de TFH.

Conformément aux dispositions de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 et des lois subséquentes relatives à l'informatique, aux fichiers et libertés, les personnes dont les données à caractère personnel sont collectées bénéficient d'un droit d'accès, de rectification, de suppression et d'opposition de ces données pour motifs légitimes. Elles peuvent également s'opposer, sans frais, à ce que les données les concernant soient utilisées à des fins de prospection, notamment commerciale.

Ces droits peuvent être exercés par l'envoi d'un courrier à :

TAHITI FA'AHOTU  
41 rue du Docteur Cassiau  
BP 118 98713 PAPEETE

### **b. Engagement des candidats, suivi des projets**

Les candidats au concours s'engagent à répondre à toute demande d'informations de la part de TFH dans le cadre de l'instruction de leur dossier.

Les candidats garantissent que les projets soumis dans le cadre du concours ne sont pas grevés, à quelque titre que ce soit, partiellement ou totalement, directement ou indirectement, de droits de tiers.

Les candidats sont seuls et entièrement responsables du contenu de leurs projets.

Ils s'engagent à n'utiliser aucun élément de nature à porter atteinte aux droits de propriété d'un tiers et, le cas échéant, déclarent avoir obtenu au préalable toute autorisation nécessaire de tout tiers qui pourrait revendiquer un quelconque droit sur le projet ou la technologie mise en œuvre dans le cadre de celui-ci.

À ce titre, ils garantissent la Polynésie française et TFH contre tous recours ou actions qui pourraient leur être intentés à un titre quelconque, par toute personne susceptible de faire valoir un droit de quelque nature que ce soit relativement au projet.

Les lauréats du concours s'engagent en outre à :

- s'investir personnellement de façon active dans l'aboutissement de leur projet ;
- prendre les dispositions les plus appropriées en matière de protection de droits de propriété intellectuelle, entretenir les brevets pris à l'aide de financements publics et, en cas contraire, informer en temps utile de leurs intentions le Ministère en charge de l'économie numérique et TFH ;
- participer à des opérations de promotion à la demande du Ministère en charge de l'économie numérique et de TFH ;
- répondre, chaque année suivant l'année du concours, au questionnaire technique et financier de suivi des projets qui leur sera adressé à cet effet par TFH et ce, jusqu'à la troisième année suivant l'attribution de leur prix. Ces données ne pourront faire l'objet que d'un traitement statistique anonyme.

Toute violation des déclarations et engagements susvisés, toute déclaration frauduleuse, mensongère ou toute omission volontaire susceptible de compromettre la poursuite du projet, du concours ou la réputation de la Polynésie française et de TFH pourra entraîner l'exclusion du candidat et l'annulation de sa participation.

### **c. Allocation des prix**

Chaque lauréat, à l'annonce des résultats, bénéficie du prix qui lui a été attribué.

Dans le cas de projets collaboratifs, l'accord de consortium signé par l'ensemble des partenaires est également nécessaire à la validation de l'attribution des prix.

Les prix sont versés directement aux lauréats après notification de l'arrêté du Président de la Polynésie française.

### **d. Communication**

Une fois les projets sélectionnés, chaque lauréat est tenu de mentionner le soutien apporté par la Polynésie française dans ses actions de communication, ou la publication des résultats du projet, avec la mention unique : « *Ce projet a été soutenu par le Concours Création et Développement des Entreprises en Polynésie française 2016 dans le domaine du numérique* », accompagnée du logo de la Polynésie française.

La Polynésie française se réserve le droit de communiquer sur les objectifs généraux de l'action, ses enjeux et ses résultats, le cas échéant à base d'exemples anonymisés et dans le respect du secret des affaires.

Toute autre communication est soumise à l'accord préalable du bénéficiaire.

### **e. Transparence du processus de sélection**

Les projets lauréats de ce concours font l'objet d'une publication sur les sites internet de la Présidence de la Polynésie française ([www.presidence.pf](http://www.presidence.pf)), de la DGEN ([www.dgen.pf](http://www.dgen.pf)) et de TFH ([www.tahitifaahotu.pf](http://www.tahitifaahotu.pf)).

Une notification individuelle est également adressée aux porteurs de projets.

Les documents transmis dans le cadre de ce concours sont soumis à la plus stricte confidentialité et ne sont communiqués qu'au comité d'expertise et au jury.

L'ensemble des personnes ayant accès aux dossiers de candidatures est tenu à la plus stricte confidentialité.

### **5. Acceptation du règlement**

Tout candidat reconnaît avoir pris connaissance du présent règlement et en accepter les dispositions.

Il reconnaît également avoir pris connaissance et accepter les conditions d'utilisation du dossier de candidature.

La Polynésie française et TFH se réservent le droit de modifier par avenant le présent règlement en tant que de besoin, et à prendre toutes décisions qu'ils pourraient estimer utiles pour l'application et l'interprétation du règlement, sans que leur responsabilité ne puisse être engagée.

Toutes modifications au présent règlement pourront être apportées pendant le déroulement du concours. Elles seront portées à la connaissance des candidats, qui devront s'y soumettre, par voie de publication sur les sites internet de la DGEN ([www.dgen.pf](http://www.dgen.pf)) et de TFH ([www.tahitifaahotu.pf](http://www.tahitifaahotu.pf)).

Toute violation par les candidats des dispositions du présent règlement entraînera la nullité de leur participation au concours.

### **Contacts et informations**

En cas de difficultés ou de questions liées au dépôt des dossiers, les points de contact sont :

- Bernard Costa ([bcosta@tahitifaahotu.pf](mailto:bcosta@tahitifaahotu.pf)) Tél. : 87 74 02 58
- Lina Huân ([tahitifaahotu.innovation@gmail.com](mailto:tahitifaahotu.innovation@gmail.com)) Tél. : 87 79 33 27

**ARRETE n° 1304 CM du 7 septembre 2016 mettant fin aux fonctions de Mme Mae Lhopital en qualité de directrice de la jeunesse et des sports.**

NOR : SJS1600743AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur, de la jeunesse et des sports,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 2016-38 APF du 26 mai 2016 relative aux agents publics occupant des emplois fonctionnels ;

Vu l'arrêté n° 249 CM du 6 mars 2015 portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé "direction de la jeunesse et des sports" ;

Vu la lettre n° 2358 MEE/DJS du 11 juillet 2016 relative à la démission de Mme Mae Lhopital ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 7 septembre 2016,

Arrête :

Article 1er. — Il est mis fin, à sa demande, aux fonctions de Mme Mae Lhopital en qualité de directrice de la jeunesse et des sports le 9 septembre 2016 au soir.

Art. 2. — L'arrêté n° 2008 CM du 23 décembre 2014 portant nomination de Mme Mae Lhopital en qualité de chef du service de la jeunesse et des sports est abrogé à compter de la même date.

Art. 3. — Le ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur, de la jeunesse et des sports est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Mme Mae Lhopital et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 7 septembre 2016.

Pour le Président absent :

*Le vice-président,*  
Nuihau LAUREY.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'éducation  
et de l'enseignement supérieur,  
de la jeunesse et des sports,*  
Nicole SANQUER-FAREATA.

**ARRETE n° 1305 CM du 7 septembre 2016 portant nomination de M. Gérald Huioutu en qualité de directeur par intérim de la direction de la jeunesse et des sports.**

NOR : SJS1600744AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur, de la jeunesse et des sports,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 2016-38 APF du 26 mai 2016 relative aux agents publics occupant des emplois fonctionnels ;

Vu l'arrêté n° 249 CM du 6 mars 2015 portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé "direction de la jeunesse et des sports" ;

Vu l'arrêté n° 1304 CM du 7 septembre 2016 mettant fin aux fonctions de Mme Mae Lhopital en qualité de directrice de la jeunesse et des sports ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 7 septembre 2016,

Arrête :

Article 1er. — M. Gérald Huioutu est nommé en qualité de directeur par intérim de la direction de la jeunesse et des sports à compter du 10 septembre 2016.

Art. 2. — Le ministre de l'éducation et de l'enseignement supérieur, de la jeunesse et des sports est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Gérald Huioutu et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 7 septembre 2016.

Pour le Président absent :

*Le vice-président,*  
Nuihau LAUREY.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de l'éducation  
et de l'enseignement supérieur,  
de la jeunesse et des sports,*  
Nicole SANQUER-FAREATA.

**ARRETE n° 1306 CM du 7 septembre 2016 portant application de la délibération n° 2016-70 APF du 22 juillet 2016 instaurant un dispositif d'aide pour la revitalisation des commerces de proximité et des restaurants.**

NOR : DAE1621059AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique, de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,



Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi du pays n° 2009-15 du 24 août 2009 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la délibération n° 2016-70 APF du 22 juillet 2016 instaurant un dispositif d'aide pour la revitalisation des commerces de proximité et des restaurants ;

Vu l'arrêté n° 691 CM du 17 mai 2010 modifié portant application de la loi du pays n° 2009-15 du 24 août 2009 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 7 septembre 2016,

Arrête :

Article 1er.— Conformément à l'article 8 de la délibération n° 2016-70 APF du 22 juillet 2016, la direction générale des affaires économiques, gestionnaire du dispositif d'aide pour la revitalisation des commerces de proximité et des restaurants, est chargée :

- d'informer les usagers, de réceptionner, d'instruire les demandes d'aide ;
- d'assurer le secrétariat de la commission consultative ;
- d'assurer la gestion financière du dispositif ;
- de notifier les arrêtés d'attribution ou les décisions de rejet ;
- d'effectuer les opérations de contrôle des obligations des bénéficiaires ;
- d'établir et de présenter un bilan des activités et de l'exécution des dépenses aux membres de la commission consultative de l'aide pour la revitalisation des commerces de proximité et des restaurants.

#### Art. 2.— *Dépôt des demandes*

Toute demande est adressée à la direction générale des affaires économiques. Les demandes sont présentées sur le formulaire type fourni par le service instructeur et accompagnées au minimum des éléments suivants, permettant au service d'apprécier le respect par le demandeur des conditions fixées par la délibération n° 2016-70 APF du 22 juillet 2016 :

- les documents relatifs à l'existence de l'entreprise et à son immatriculation au registre du commerce et des sociétés (statuts, extrait Kbis datant de moins de 3 mois) ;
- un relevé d'identité bancaire de l'entreprise ;

- une attestation délivrée par la direction générale des finances publiques (précédemment dénommée "Trésor public") indiquant que l'entreprise est en situation régulière au regard de ses obligations fiscales ;
- une attestation délivrée par la direction des impôts et des contributions publiques que l'entreprise est en situation régulière au regard de ses obligations fiscales ;
- une attestation délivrée par la Caisse de prévoyance sociale indiquant que l'entreprise est en situation régulière au regard de ses obligations sociales ;
- une attestation signée par l'entreprise indiquant qu'elle ne fait pas l'objet d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaire ou n'est pas en état de cessation de paiement ;
- une présentation du projet d'investissement ;
- un plan de financement faisant apparaître le détail des dépenses d'aménagement et de rénovation envisagées ;
- des documents justifiant le montant des dépenses mentionnées dans la demande (des devis et factures pro forma) ;
- des documents justifiant les sources de financement complémentaires ;
- une copie du titre de propriété ou du bail de location du local accompagnée du plan du local ;
- une copie des comptes de résultat des trois derniers exercices clos à la date de la demande ;
- pour les commerces et les établissements de restauration ayant moins d'un an d'activité : un compte de résultat prévisionnel sur trois ans ;
- un engagement du responsable de l'entreprise à fournir les documents nécessaires au contrôle de la réalisation de la totalité des dépenses d'aménagement et de rénovation du local, prévues dans sa demande.

#### Art. 3.— *Instruction des demandes*

Conformément à l'article 8 de la délibération n° 2016-70 APF du 22 juillet 2016, la direction générale des affaires économiques contrôle la complétude du dossier et informe le demandeur du caractère complet de celui-ci ou réclame la production de pièces manquantes. Le demandeur peut être invité à fournir tout document ou pièce dont la production serait jugée utile à tout moment de la procédure d'instruction.

Les dossiers complets reçoivent un accusé de réception. Cet accusé de réception ne vaut pas promesse de subvention.

Tout dossier restant incomplet est déclaré irrecevable.

La direction générale des affaires économiques établit un rapport de présentation pour chaque dossier de demande d'aide, qui est :

- transmis au ministre en charge de l'économie accompagné d'un projet de décision ;
- ou soumis à l'examen de la commission consultative lorsque le montant total des dépenses d'aménagement et de rénovation est supérieur à un million de francs CFP.

#### Art. 4. — *Composition de la commission consultative*

Conformément à l'article 7 de la délibération n° 2016-70 APF du 22 juillet 2016, la commission consultative est composée des membres suivants :

- le ministre en charge de l'économie ou son représentant, *président* ;
- le président du Mouvement des entreprises de France en Polynésie française (MEDEF) ou son représentant, *membre* ;
- le président de la Confédération générale des petites et moyennes entreprises (CGPME) ou son représentant, *membre* ;
- le président de la Fédération générale du commerce (FGC) ou son représentant, *membre* ;
- le président de la Chambre syndicale des métiers du génie civil et des travaux publics (CSMGCTP) ou son représentant, *membre* ;
- le président de la Chambre de commerce, de l'industrie, des services et des métiers (CCISM) ou son représentant, *membre* ;
- le directeur de la Société de financement du développement de la Polynésie française (SOFIDEP) ou son représentant, *membre* ;
- le maire de la commune où est implanté le commerce de proximité ou le restaurant ayant sollicité le dispositif d'aide selon le présent arrêté, ou son représentant.

#### Art. 5. — *Organisation de la commission consultative*

La commission consultative de l'aide pour la revitalisation des commerces de proximité se réunit sur convocation de son président qui fixe l'ordre du jour.

La convocation précise la date, l'heure et le lieu de la tenue de la réunion. Elle est adressée au moins sept jours calendaires avant la date de la réunion. Elle est complétée de l'ordre du jour et d'un dossier de séance comprenant le(s) rapport(s) de présentation prévu(s) à l'article 3. Elle peut être envoyée par tous moyens, par voie postale ou par courrier électronique.

#### Art. 6. — *Fonctionnement de la commission consultative*

La commission ne peut valablement délibérer qu'en présence d'au moins 4 de ses membres, dont le président de la commission. En cas de partage des voix, la voix du président de la commission est prépondérante.

Les débats de la commission ne sont pas publics. Cependant, le président de la commission peut inviter toute personne qualifiée, apte à éclairer les débats, à participer aux séances.

La direction générale des affaires économiques, en charge du secrétariat de la commission, assiste aux débats. Les débats font l'objet d'un compte-rendu visé par le président de la commission.

Les membres de la commission qui ont un intérêt personnel dans un dossier inscrit à l'ordre du jour d'une séance ne peuvent participer aux délibérations de leur dossier.

Les membres de la commission sont soumis au secret professionnel dans les conditions prévues aux articles 226-13 et 226-14 du Code pénal.

La commission ne peut proposer l'attribution d'une aide que dans la limite des crédits disponibles.

#### Art. 7. — *L'avis de la commission vise à :*

- apprécier la pertinence du programme d'aménagement et de rénovation envisagé dans le cadre de l'amélioration de l'attractivité du point de vente ou de restauration ;
- apprécier la viabilité et les perspectives de développement de l'activité commerciale ou de restauration ;
- analyser les dépenses prévues, les modalités de financement et proposer un montant d'aide.

Art. 8. — A partir de l'avis rendu par la commission, la direction générale des affaires économiques élabore un projet de décision qui est soumis à l'avis de la commission de contrôle budgétaire et financier le cas échéant.

#### Art. 9. — *Modalités de versement de l'aide*

Lorsque l'entreprise bénéficiaire est une personne physique, l'aide est versée en totalité à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française de l'arrêté d'attribution de la subvention.

Lorsque l'entreprise bénéficiaire est une personne morale, les modalités de versement de l'aide sont les suivantes :

- la première tranche, représentant cinquante pour cent (50 %) du montant global de l'aide, est versée à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française de l'arrêté d'attribution de la subvention ;
- le solde, soit cinquante pour cent (50 %), est versé à compter de la remise des documents justifiant la réalisation totale du projet d'investissement.

#### Art. 10. — *Contrôle*

Conformément à l'article 9 de la délibération n° 2016-70 APF du 22 juillet 2016, l'entreprise bénéficiaire de l'aide doit transmettre à la direction générale des affaires économiques, dans les douze mois qui suivent la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française de l'arrêté d'attribution de l'aide, les documents justifiant la réalisation de la totalité des dépenses d'aménagement et de rénovation de son local.

#### Art. 11. — *Modalité de remboursement en cas d'inexécution totale ou partielle des dépenses agréées*

Conformément à l'article 10 de la délibération n° 2016-70 APF du 22 juillet 2016, le remboursement intégral de l'aide est exigé si l'entreprise bénéficiaire n'a pas justifié les dépenses relatives à l'aménagement et à la rénovation de son local, envisagées dans sa demande d'aide, auprès de la direction générale des affaires économiques, dans le délai d'un an à compter de la date de publication au *Journal officiel* de la Polynésie française de l'arrêté d'attribution de l'aide.

Conformément à l'article 10 de la délibération n° 2016-70 APF du 22 juillet 2016, le remboursement partiel de l'aide est exigé si l'entreprise bénéficiaire n'a justifié qu'une partie des dépenses relatives à l'aménagement et à la rénovation de son local, envisagées dans sa demande d'aide, auprès de la direction générale des affaires économiques, dans le délai d'un an à compter de la date de publication au *Journal officiel* de la Polynésie française de l'arrêté d'attribution de l'aide.

En cas de remboursement partiel, le montant de l'aide à rembourser se détermine par application au montant total de l'aide accordée du coefficient suivant :

$$\frac{\text{montant des dépenses éligibles non justifiées}}{\text{montant total des dépenses éligibles agréées}}$$

Art. 12.— Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 7 septembre 2016.

Pour le Président absent :

*Le vice-président,*  
Nuihau LAUREY.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de la relance économique,  
de l'économie bleue, de la politique numérique  
et de la promotion des investissements,*

**ARRETE n° 1307 CM du 7 septembre 2016 portant application de la délibération n° 2016-69 APF du 22 juillet 2016 instaurant un dispositif d'aide à l'équipement des petites entreprises.**

NOR : DAE1621058AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique, de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi du pays n° 2009-15 du 24 août 2009 du 24 août 2009 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la délibération n° 2016-69 APF du 22 juillet 2016 instaurant un dispositif d'aide à l'équipement des petites entreprises ;

Vu l'arrêté n° 691 CM du 17 mai 2010 modifié portant application de la loi du pays n° 2009-15 du 24 août 2009 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 7 septembre 2016,

Arrête :

#### Article 1er.— Domaines d'activités éligibles

L'aide à l'équipement des petites entreprises intervient dans les domaines d'activités prévus à l'article 3 de la délibération n° 2016-69 APF du 22 juillet 2016. Ces domaines d'activités sont définis comme suit :

- artisanat : Ce secteur comprend des activités professionnelles indépendantes de production, de transformation, de réparation ou de prestation de services, exercées grâce à un savoir-faire particulier et hors contexte industriel. Ces activités regroupent notamment : la serrurerie, la carrosserie, le salon de coiffure, le métier de tailleur, le métier d'ébéniste, la lutherie, la bijouterie, le métier d'esthéticienne, la menuiserie, la couture, la sculpture, la charcuterie, la boulangerie, la boulangerie-pâtisserie, la pâtisserie, la cuisson de produits de boulangerie ;
- transformation : Ce secteur prend en compte les activités de transformation de biens et de fabrication. Les activités relevant de la fabrication de boissons alcoolisées, fabrication de produits à base de tabac et de la cokéfaction et du raffinage sont exclues du présent dispositif d'aide ;
- apiculture : Il s'agit de l'élevage des abeilles en vue d'obtenir du miel, de la cire et d'autres produits du rucher ;
- prestations de service : Il s'agit des activités relevant du secteur tertiaire. Elles comprennent notamment le transport (à l'exclusion des services publics), la construction, l'hébergement, la restauration, les services aux entreprises, les services aux particuliers ;
- économie numérique : Ce secteur concerne des activités reposant sur les technologies de l'information et de la communication, et en particulier des secteurs producteurs de biens et services supportant le processus de numérisation de l'économie ou destinés à le développer, notamment la création et le développement d'applications, de logiciels et de contenu numérique, ainsi que le traitement ou le stockage de données numériques. Les activités liées au négoce de matériel sont exclues du présent dispositif d'aide ;
- économie circulaire : L'économie circulaire désigne un système économique d'échange et de production qui, à tous les stades du cycle de vie des produits, vise à augmenter l'efficacité de l'utilisation des ressources et à diminuer l'impact sur l'environnement. Elle comprend des activités reposant sur les principes d'écoconception, d'écologie industrielle et territoriale, d'économie de la fonctionnalité, du réemploi, de réutilisation, de réparation et de recyclage ;

- agroalimentaire durable : Ce secteur désigne l'ensemble des activités industrielles qui transforment des matières premières issues de l'agriculture, de l'élevage, de l'aquaculture ou de la pêche en produits alimentaires destinés essentiellement à la consommation humaine ou animale. Ces activités présentent un caractère durable dans le modèle d'affaires ou dans le processus de production qui vise à limiter leur impact sur l'environnement.

Art. 2.— Conformément à l'article 8 de la délibération n° 2016-69 APF du 22 juillet 2016, la direction générale des affaires économiques, gestionnaire du dispositif d'aide à l'équipement des petites entreprises, est chargée :

- d'informer les usagers, de réceptionner, d'instruire les demandes d'aide ;
- d'assurer le secrétariat de la commission consultative ;
- d'assurer la gestion financière du dispositif ;
- de notifier les arrêtés d'attribution ou les décisions de report ou de rejet ;
- d'effectuer les opérations de contrôle des obligations des bénéficiaires ;
- d'établir et de présenter un bilan des activités et de l'exécution des dépenses aux membres de la commission consultative de l'aide à l'équipement des petites entreprises.

#### Art. 3.— Dépôt des demandes

Toute demande est adressée à la direction générale des affaires économiques. Les demandes sont présentées sur le formulaire type fourni par le service instructeur et accompagnées au minimum des éléments suivants, permettant au service d'apprécier le respect par le demandeur des conditions fixées par la délibération n° 2016-69 APF du 22 juillet 2016 :

- les documents relatifs à l'existence de l'entreprise et à son immatriculation au registre du commerce et des sociétés (statuts, extrait Kbis datant de moins de 3 mois) ;
- un relevé d'identité bancaire de l'entreprise ;
- une présentation du projet d'investissement ;
- un plan de financement faisant apparaître le détail des dépenses du projet d'investissement ;
- des documents justifiant le montant des dépenses mentionnées dans la demande (des devis et factures pro forma) ;
- des documents justifiant les sources de financement complémentaires ;
- les autorisations éventuellement nécessaires à la réalisation du projet d'investissement ou à son exploitation ;
- un compte de résultat prévisionnel sur trois ans ;
- un engagement du responsable de l'entreprise à fournir les documents comptables nécessaires au contrôle de la réalisation de la totalité des dépenses d'acquisition des équipements et /ou d'aménagement des locaux, prévues dans sa demande ;
- pour les entreprises créées avant le dépôt de la demande, les justificatifs supplémentaires suivants doivent compléter le dossier :

- une attestation délivrée par la direction générale des finances publiques (précédemment dénommée "Trésor public") indiquant que l'entreprise est en situation régulière au regard de ses obligations fiscales ;
- une attestation délivrée par la direction des impôts et des contributions publiques que l'entreprise est en situation régulière au regard de ses obligations fiscales ;
- une attestation délivrée par la Caisse de prévoyance sociale indiquant que l'entreprise est en situation régulière au regard de ses obligations sociales ;
- une attestation signée par l'entreprise indiquant qu'elle ne fait pas l'objet d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaire ou n'est pas en état de cessation de paiement ;
- une copie des comptes de résultat des trois derniers exercices clos à la date de la demande ou une déclaration du chiffre d'affaires des deux exercices précédents ;
- pour les entreprises nouvelles ou celles n'ayant pas démarré leur activité : un *curriculum vitae* accompagné des copies de diplômes, attestations de travail, de stage, etc.

#### Art. 4.— Instruction des demandes

Conformément à l'article 8 de la délibération n° 2016-69 APF du 22 juillet 2016, la direction générale des affaires économiques contrôle la complétude du dossier et informe le demandeur du caractère complet de celui-ci ou réclame la production de pièces manquantes. Le demandeur peut être invité à fournir tout document ou pièce dont la production serait jugée utile à tout moment de la procédure d'instruction.

Les dossiers complets reçoivent un accusé de réception. Cet accusé de réception ne vaut pas promesse de subvention.

Tout dossier restant incomplet est déclaré irrecevable.

Dans le cas d'une demande d'aide relevant d'un secteur dont l'instruction nécessite une expertise spécifique approfondie, la direction générale des affaires économiques peut solliciter un autre service administratif apte à rendre un avis sur la demande.

La direction générale des affaires économiques établit un rapport de présentation pour chaque dossier de demande d'aide, qui est :

- transmis au ministre en charge de l'économie accompagné d'un projet de décision ;
- ou soumis à l'examen de la commission consultative, lorsque le montant total des dépenses éligibles est supérieur à un million de francs CFP.

#### Art. 5.— Composition de la commission consultative

Conformément à l'article 7 de la délibération n° 2016-69 APF du 22 juillet 2016, la commission consultative est composée des membres suivants :

- le ministre en charge de l'économie ou son représentant, *président* ;
- le président du Mouvement des entreprises de France en Polynésie française (MEDEF) ou son représentant, *membre* ;
- le président de la Confédération générale des petites et moyennes entreprises (CGPME) ou son représentant, *membre* ;
- le président de la Chambre syndicale des métiers du génie civil et des travaux publics (CSMGCTP) ou son représentant, *membre* ;
- le président de la Chambre de commerce, de l'industrie, des services et des métiers (CCISM) ou son représentant, *membre* ;
- le directeur de la Société de financement du développement de la Polynésie française (SOFIDEP) ou son représentant, *membre*.

#### Art. 6. — Organisation de la commission consultative

La commission consultative de l'aide à l'équipement des petites entreprises se réunit sur convocation de son président qui fixe l'ordre du jour.

La convocation précise la date, l'heure et le lieu de la tenue de la réunion. Elle est adressée au moins sept jours calendaires avant la date de la réunion. Elle est complétée de l'ordre du jour et d'un dossier de séance comprenant le(s) rapport(s) de présentation prévu(s) à l'article 4. Elle peut être envoyée par tous moyens, par voie postale ou par courrier électronique.

#### Art. 7. — Fonctionnement de la commission consultative

La commission ne peut valablement délibérer qu'en présence d'au moins 4 de ses membres, dont le président de la commission. En cas de partage des voix, la voix du président de la commission est prépondérante.

Les débats de la commission ne sont pas publics. Cependant, le président de la commission peut inviter toute personne qualifiée, apte à éclairer les débats, à participer aux séances.

La direction générale des affaires économiques, en charge du secrétariat de la commission, assiste aux débats. Les débats font l'objet d'un compte-rendu visé par le président de la commission.

Les membres de la commission qui ont un intérêt personnel dans un dossier inscrit à l'ordre du jour d'une séance ne peuvent pas participer aux délibérations de leur dossier.

Les membres de la commission sont soumis au secret professionnel dans les conditions prévues aux articles 226-13 et 226-14 du Code pénal.

La commission ne peut proposer l'attribution d'une aide que dans la limite des crédits disponibles.

#### Art. 8. — L'avis de la commission vise à :

- apprécier la pertinence du programme d'investissement ;
- appréhender les qualités managériales et techniques du porteur de projet ;
- apprécier la viabilité et les perspectives de développement de l'activité envisagée ;
- analyser les dépenses prévues, les modalités de financement et proposer un montant d'aide.

Art. 9. — A partir de l'avis rendu par la commission, la direction générale des affaires économiques élabore un projet de décision qui est soumis à l'avis de la commission de contrôle budgétaire et financier le cas échéant.

#### Art. 10. — Modalités de versement de l'aide

Lorsque l'entreprise bénéficiaire est une personne physique, l'aide est versée en totalité à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française de l'arrêté d'attribution de la subvention.

Lorsque l'entreprise bénéficiaire est une personne morale, les modalités de versement de l'aide sont les suivantes :

- une première tranche, représentant cinquante pour cent (50 %) du montant global de l'aide, est versée à compter de la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française de l'arrêté d'attribution de la subvention ;
- le solde, soit cinquante pour cent (50 %), est versé à compter de la remise des documents justifiant la réalisation totale du projet d'investissement.

#### Art. 11. — Contrôle

Conformément à l'article 9 de la délibération n° 2016-69 APF du 22 juillet 2016, l'entreprise bénéficiaire de l'aide doit transmettre à la direction générale des affaires économiques, dans les douze mois qui suivent la publication au *Journal officiel* de la Polynésie française de l'arrêté d'attribution de l'aide, les documents justifiant la réalisation de la totalité des dépenses d'acquisition des équipements et/ou d'aménagement des locaux.

#### Art. 12. — Modalité de remboursement en cas d'inexécution totale ou partielle des dépenses agréées

Conformément à l'article 10 de la délibération n° 2016-69 APF du 22 juillet 2016, le remboursement intégral de l'aide est exigé si l'entreprise bénéficiaire n'a pas justifié les dépenses relatives à l'acquisition des équipements et/ou à la réalisation des aménagements dans les locaux, envisagés(s) dans sa demande d'aide, auprès de la direction générale des affaires économiques, dans le délai d'un an à compter de la date de publication au *Journal officiel* de la Polynésie française de l'arrêté d'attribution de l'aide.

Conformément à l'article 10 de la délibération n° 2016-69 APF du 22 juillet 2016, le remboursement partiel de l'aide est exigé si l'entreprise bénéficiaire n'a justifié qu'une partie des dépenses relatives à l'acquisition des équipements et /ou à la réalisation des aménagements dans les locaux, envisagés dans sa demande d'aide, auprès de la direction générale des affaires économiques, dans le délai d'un an à compter de la date de publication au *Journal officiel* de la Polynésie française de l'arrêté d'attribution de l'aide.

En cas de remboursement partiel, le montant de l'aide à rembourser se détermine par application au montant total de l'aide accordée du coefficient suivant :

$$\frac{\text{montant des dépenses éligibles non justifiées}}{\text{montant total des dépenses éligibles agréées}}$$

Art. 13.— L'arrêté n° 1176 CM du 31 août 1999 modifié est abrogé.

Art. 14.— Le ministre de la relance économique, de l'économie bleue, de la politique numérique et de la promotion des investissements, chargé des relations avec l'assemblée de la Polynésie française et le Conseil économique, social et culturel, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 7 septembre 2016.

Pour le Président absent :

*Le vice-président,*

Nuihau LAUREY.

Par le Président de la Polynésie française :

*Le ministre de la relance économique,  
de l'économie bleue, de la politique numérique  
et de la promotion des investissements,*

Teva ROHFRITSCH.

**TARIFS**du *Journal officiel* de la Polynésie française

en F CFP	Polynésie française (TTC)	Hors Polynésie française (exonéré de TVA)
	Voie aérienne	
Numéro.....	263	515
Abonnement annuel .....	13 533	26 604

Année 2016 — N° 22 APF

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

1er Septembre 2016

ISSN 1768-1065

# ASSEMBLÉE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

TE FARE APOORAA RAHI NO POLYNESIA FARANI

JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE



IMPRIMERIE OFFICIELLE — 43, rue des Pollus-Tahitiens - BP 117 - 98713 PAPEETE — Tél. : 40 50 05 80 - Télécopieur (Fax) : 40 50 05 85

Prix : 725 F CFP TTC